

RAPPORT N° 2022/5-02
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 27 octobre 2022

OBJET

TRAVAUX DE POSE DE RESEAU D'EAU POTABLE SUR LE CHEMIN LACROIX ET SUR LE CHEMIN GRANDE RAVINE A SAINTE-SUZANNE – AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS AUPRES DE L'OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE ET DE L'OFFICE DE L'EAU

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

L'amélioration des performances hydrauliques des réseaux d'eau potable permet de répondre aux enjeux majeurs d'aménagement et de développement économique pour faire face à l'évolution démographique et accompagner les projets de territoire.

C'est dans cette perspective que s'inscrit les travaux de pose de réseau d'eau potable sur le chemin Lacroix et sur le chemin Drozin programmés par la CINOR sur la commune de Sainte-Suzanne. Il s'agira de renforcer le réseau de distribution afin de répondre aux besoins futurs en eau potable. L'objectif est de sécuriser la desserte quantitative journalière de l'eau pour 140 abonnés et 40 nouvelles habitations dans le futur.

Pour un montant global de 937 000,00 € HT, les travaux à réaliser comprennent la pose d'une nouvelle conduite en fonte de diamètre 150 mm sur un linéaire d'1,7 km.

Puisque cette opération est éligible aux financements de l'Office Français de la Biodiversité au titre de la solidarité interbassin et de l'Office de l'Eau de la Réunion au titre du programme pluriannuel d'intervention 2022-2027, la CINOR souhaiterait solliciter une subvention auprès de ces financeurs.

La participation de l'OFB et de l'Office de l'Eau s'établirait comme suit :

Sources de financement		Travaux éligibles	Coût total éligible (HT)	Taux d'intervention	Montant (HT)
Office Français de la Biodiversité	Solidarité interbassins	Totalité de l'opération	937 000,00 €	30 %	281 100 €
Office de l'Eau de la Réunion	Programme pluriannuel d'intervention 2022-2027	Totalité de l'opération plafonné à 300 €HT par mètre linéaire de canalisation	510 000 €	30 % complété par un soutien financier du Département à hauteur de 10 %	204 000,00 € dont 51 000 € correspondant à la contribution du Département

Au vu de l'ensemble des éléments exposés, le plan de financement s'établirait comme suit :

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
Office Français de la Biodiversité Solidarité interbassins	30 %	281 100,00 €
Office de l'Eau de la Réunion Programme pluriannuel d'intervention 2022-2027	16,33 % complété par un soutien financier du Département à hauteur de 5,44 %	204 000,00 € dont 51 000,00 € correspondant à la contribution du Département
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	48,23 %	451 900,00 €
TOTAL (HT)		937 000,00 €

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement précédent pour les travaux pose de réseau d'eau potable sur le chemin Lacroix et sur le chemin Grande Ravine à Sainte-Suzanne,

- autoriser le Président à solliciter des subventions d'un montant de **281 100 €** auprès de l'Office Français de la Biodiversité et d'un montant de **204 000 €** auprès de l'Office de l'Eau dont **51 000 €** correspondant à la contribution du Département, sur la base du montage financier précédent,

- approuver la participation financière de la CINOR d'un montant de **451 900 €** prévue dans le plan de financement, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.


**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



DECISION N°2022/5-02
du Bureau de la Communauté
en séance du 27 octobre 2022

OBJET : TRAVAUX DE POSE DE RESEAU D'EAU POTABLE SUR LE CHEMIN LACROIX ET SUR LE CHEMIN GRANDE RAVINE A SAINTE-SUZANNE – AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS AUPRES DE L'OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE ET DE L'OFFICE DE L'EAU

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/5-02 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221027-BC2022-5-02-DE
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement suivant pour les travaux pose de réseau d'eau potable sur le chemin Lacroix et sur le chemin Grande Ravine à Sainte-Suzanne.

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
Office Français de la Biodiversité Solidarité interbassin	30 %	281 100,00 €
Office de l'Eau de la Réunion Programme pluriannuel d'intervention 2022-2027	16,33 % complété par un soutien financier du Département à hauteur de 5,44 %	204 000 € dont 51 000,00 € correspondant à la contribution du Département
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	48,23%	451 900,00 €
TOTAL (HT)		937 000,00 €

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à solliciter des subventions d'un montant de **281 100,00 €** auprès de l'Office Français de la Biodiversité et d'un montant de **204 000,00 €** auprès de l'Office de l'Eau dont **51 000,00 €** correspondant à la contribution du Département, sur la base du montage financier précédent.

ARTICLE 3

D'approuver la participation financière de la CINOR d'un montant de **451 900,00 €** prévue dans le plan de financement, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 15 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 15
Vote pour : 15
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde **10 9 NOV 2022**

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221027-BC2022-5-02-DE
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022